

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION HETZEL PRÉPARENT UNE OFFENSIVE MAJEURE CONTRE LES DROITS DES ÉTUDIANTS ET L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE

À cette rentrée universitaire, il ne passe pas un jour sans que la presse ne fasse état des lamentations de la bourgeoisie à propos de l'université. Sont alors préconisés divers « remèdes » tels que la sélection, le rapprochement avec les entreprises ou bien encore l'autonomie financière. Se dessine ainsi un vaste plan appuyé sur des rapports patronaux (voir ci-après le rapport Veolia de 2005 et l'analyse du bilan d'étape de la commission Hetzel de 2006).

La politique du gouvernement Chirac répond aux objectifs patronaux à savoir :

- introduire la sélection à l'entrée de l'Université,
- mettre en cause le droit aux études, c'est-à-dire le libre choix pour les étudiants de s'inscrire avec le bac en poche dans la filière de son choix,
- avancer dans la liquidation des diplômes nationaux en régionalisant les diplômes et en professionnalisant les études afin de liquider la valeur nationale des diplômes, non plus fondée sur l'acquisition de connaissances scientifiques mais sur des compétences individuelles,
- permettre aux entreprises de puiser à l'université la main d'œuvre selon ses besoins et conditions,
- faire supporter aux futurs salariés le coût de leur formation en les rendant responsable de leur employabilité.

COMMENT A ÉTÉ PRÉPARÉ LE PROJET DE SÉLECTION À L'ENTRÉE DE L'UNIVERSITÉ.

Pour contribuer à faire refluer la mobilisation qui avait imposé le retrait du CPE, Villepin a mis en place, le 25 avril, une commission Université-emploi présidée par le recteur Hetzel.

Cette commission est composée de quelques recteurs, de présidents d'université et de représentants de grandes entreprises telle Danone. Le 29 juin, cette commission a formulé ses premières propositions. Si elle n'annonce pas ouvertement de grands bouleversements - car on se rapproche des élections - cette commission fait des propositions qu'elle inscrit dans « un travail de fond » : préparer des attaques d'une extrême brutalité. Ainsi propose-t-elle la mise en place d'un « service public de l'orientation » dans le courant de l'année 2006-2007 dans les universités. Son rôle est indiqué par François Goulard, ministre délégué à l'enseignement supérieur : s'adapter « *aux besoins des entreprises* » (les Echos du 26 avril).

Cette commission veut aussi imposer dans toutes les licences un module de « *projet professionnel personnalisé* » dès l'année 2007-2008 ; et veut développer l'apprentissage à l'intérieur des universités y compris par la constitution de centres de formation d'apprentis (CFA), organismes patronaux.

Ces projets s'inscrivent dans la suite des attaques contre l'Université et les diplômes nationaux (réforme LMD), contre la Recherche (loi dite la LOPRI), contre les lycéens (loi Fillon). Le gouvernement utilise une méthode devenue « classique » pour faire passer ses projets : la concertation. Ainsi avait-il fait avec le grand débat sur l'école qui a abouti à la loi Fillon ; puis avec les États-Généraux sur la Recherche permettant de faire adopter la LOPRI.

Cette commission Hetzel s'appuie sur l'audition de différentes organisations et notamment de responsables de syndicats étudiant (Julliard, Président de l'Unef), enseignant (Aschiéri, Secrétaire général de la FSU) et ouvriers (CGT, FO). Du point de vue de la méthode, la commission estime que « *par leur présence, les organisations étudiantes et tous les syndicats de salariés - aux côtés des organisations patronales - ont montré tout l'intérêt qu'ils portent à ce débat national.* »

On ne peut que condamner le fait que la direction de l'Unef ait accepté de discuter des propositions du gouvernement que dirige Chirac quand on sait que l'objectif de celui-ci, il l'a prouvé avec le CPE, est de porter des coups à la jeunesse, au droit aux études d'asservir les jeunes (CPE, apprentissage, flicage etc...). Villepin a lancé un nouveau pacte pour l'Université le 25 avril 2006, deux semaines après l'abandon du CPE. Alors que Villepin était accueilli à la Sorbonne au cri de « *Villepin dégage* » ou « *Villepin au karcher* », Bruno Julliard, président de l'Unef acceptait de rencontrer Villepin, lui permettant d'installer la commission Hetzel. Et la direction de l'Unef a sorti dès mai 2006 des propositions au débat national université-emploi qui vont finalement dans le même sens que celles du gouvernement.

DIRIGEANTS SYNDICIAUX, DIRIGEANTS DE L'UNEF, ROMPEZ IMMEDIATEMENT TOUTE DISCUSSION AVEC LE GOUVERNEMENT, AVEC LA COMMISSION HETZEL !